



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**Maîtrise d'œuvre des travaux de rénovation des façades  
(tranche 2) et locaux divers du Palais Consulaire de la  
CCI de Toulouse**

**Référence 25HAUTGAR05L**

**Date et heure limites de réception des offres :  
Le mercredi 7 janvier 2026 à 14 heures**

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOULOUSE HAUTE-GARONNE  
2 rue d'Alsace-Lorraine  
BP 10202  
31002 TOULOUSE CEDEX 6**

## SOMMAIRE

<b>Date et heure limites de réception des offres :</b> .....	1
<b>1 - Objet et étendue de la consultation</b> .....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.....	3
1.3 - Type et forme de contrat .....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	3
1.4.1 - Non-allotissement.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	3
<b>2 - Conditions de la consultation</b> .....	3
2.1 - Délai de validité des offres.....	3
2.2 - Forme juridique du groupement.....	3
2.2.1 - Forme juridique du groupement .....	4
2.3 - Variantes .....	4
<b>3 - Les intervenants</b> .....	4
3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	4
3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	4
3.3 - Contrôle technique .....	4
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
<b>4 - Conditions relatives au contrat</b> .....	4
4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	4
4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
<b>5 - Contenu du dossier de consultation</b> .....	4
<b>6 - Présentation des candidatures et des offres</b> .....	5
6.1 - Documents à produire .....	5
6.2 - Éléments constitutifs de l'offre .....	7
6.3 - Sous-traitance :.....	7
6.4 - Visites sur site .....	7
6.5 - Dispositions particulières.....	7
<b>7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</b> .....	8
7.1 - Transmission électronique.....	8
7.2 - Transmission sous support papier.....	8
<b>8 - Examen des candidatures et des offres</b> .....	9
8.1 - Sélection des candidatures.....	9
8.2 - Vérification de l'aptitude et des capacités du candidat .....	9
8.3 - Analyse des offres.....	9
8.4 - Négociation et élimination des offres non conformes .....	9
8.5 - Attribution des marchés .....	9
8.2.1 - Méthodologie de notation .....	10
8.3 - Attestations .....	11
8.4 - Avis de rejet et Notification .....	11
<b>9 - Récompenses</b> .....	11
<b>10 - Renseignements complémentaires</b> .....	11
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	11
10.2 - Procédures de recours et règlement des litiges .....	11
9 - Précisions sur l'information des candidats via la PLACE : .....	12

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

Le présent marché public a pour objet des prestations de maîtrise d'œuvre pour des travaux de rénovation et embellissement des façades (tranche 2), rénovation et réaménagement de différents locaux (techniques, bureaux ou autres) du Palais Consulaire de la CCI de Toulouse Haute-Garonne.

Les travaux se divisent :

- d'une part, une rénovation et un embellissement des façades de la cour dite de service et d'une façade mitoyenne avec la copropriété sis 10 rue Croix-Baragnon
- d'autre part, une rénovation et un réaménagement de différents locaux de différentes natures et en différents points du bâtiment

Lieu(x) d'exécution :  
2 rue d'Alsace-Lorraine  
31000 TOULOUSE

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 1.4.1 - Non-allotissement

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Conformément à l'article L2113-11, l'accord-cadre n'est pas alloti, les acheteurs ne sont pas en mesure d'assurer par eux-mêmes les missions d'organisation, de pilotage et de coordination.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71250000	Services d'architecture d'ingénierie et de métrage
71242000	Préparation du projet et de la conception, estimation des coûts

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### **2.2.1 - Forme juridique du groupement**

En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

### **2.3 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

## **3 - Les intervenants**

### **3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera assurée par le maître d'œuvre.

### **3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie**

La coordination des systèmes de sécurité incendie sera désignée ultérieurement.

### **3.3 - Contrôle technique**

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

### **3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération (niveau 2 envisagé) sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes (annexes 1 – 2 et 3)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) et son annexe
- Le cadre de réponse Technique (CRT)
- Les plans
- CCAG MOE 2021 - Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre. -NOR : ECOM2106877A (non fourni mais consultable sur le lien : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310778>)

Il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

**IMPORTANT Dématérialisation de la communication CCI / entreprises** : L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il est de leur responsabilité de déclarer des coordonnées valides lors de leur inscription sur la Plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

En effet la CCI Occitanie communiquera **exclusivement** via la plateforme. Les adresses électroniques indiquées seront les seules utilisées pour répondre aux questions, informer les candidats des éventuelles modifications et transmettre les compléments d'information lors de la consultation.

Vous recevrez des mails émanant de l'expéditeur : PLACE - [Plate-forme des achats de l'Etat nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) (pensez à vérifier dans le dossier « courriers indésirables » de votre boîte mail...).

Il est de la responsabilité des candidats qui téléchargeront le DCE sans authentification, ou dont l'adresse électronique serait erronée, de consulter régulièrement le dossier disponible sur le profil acheteur précité pour vérifier si des modifications ont été apportées au dossier ou si des questions et des réponses ont été publiées

**A noter** : L'adresse électronique mentionnée dans l'acte d'engagement (secrétariat et/ou référent technique marché dans votre entreprise) sera utilisée par la CCIR Occitanie via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), pour vous envoyer les courriers concernant les offres non retenues, la notification d'attribution par lot et les pièces du marché signées, ainsi que pour le suivi d'exécution du marché

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager le candidat, si la personne qui signe les documents n'est pas mandataire social mentionné dans le document justifiant de l'existence juridique de l'entreprise.	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;	Non
Attestation d'assurance des risques professionnels pertinente acquittée et couvrant la période de la prestation.	Non
Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.	

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Une liste des maîtrises d'œuvre de restauration exécutées au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution de la prestation. Le candidat transmettra, le cas échéant, une présentation d'une restauration générale sur un monument semblable.	Non
déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Le candidat fournit les attestations et/ou diplôme permettant de valider sa capacité d'exercice de la fonction de maître d'œuvre (architecte, agréé en architecture, ingénieur conseil, bureau d'études, artisan, entreprise ou professionnel étant assuré pour exercer en tant que maître d'œuvre)	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Conformément à l'article R.2144-3 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de demander à un ou plusieurs candidats, à tout moment de la procédure, de fournir tout ou partie des renseignements ou documents justificatifs énumérés ci-dessus, afin d'effectuer les vérifications nécessaires au bon déroulement de la procédure.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra être en mesure de produire, au plus tard à l'issue de la procédure de passation, ces renseignements et documents justificatifs, s'il ne les a pas déjà transmis. A défaut, le candidat ne pourra pas être désigné attributaire du marché.

## 6.2 - Éléments constitutifs de l'offre

Le candidat remet à l'appui de son offre :

- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) (modèle joint au dossier de consultation) et son annexe ;
- L'Acte d'engagement, dûment complété et signé, et ses annexes ;
- Le cadre de réponse technique descriptif exposant la méthodologie que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation, ainsi que toutes justifications et observations jugées utiles.

Ce document précisera notamment :

- La désignation nominative de la (ou des) personne(s) physique(s) responsable(s) de la mission.
- Pour chacune des personnes physiques, un curriculum vitae ainsi que leurs références propres.
- Les moyens matériels
- L'estimation du nombre de jours ou heures aux différentes phases d'études.
- La présence en jours/semaine ou heures/semaine aux différentes phases de travaux : pour chaque catégorie d'intervenants (en précisant sa qualification).

## 6.3 - Sous-traitance :

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitant(s) à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- ✓ Formulaire DUME (ou DC4 : « déclaration de sous-traitance ») complété par le sous-traitant,
- ✓ RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (obligatoire si montant sous-traité supérieur à 600 € T.T.C.),
- ✓ Les documents justificatifs éventuellement liés aux capacités du sous-traitant (à l'exception du DUME).

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement

## 6.4 - Visites sur site

Une visite de site obligatoire sera organisée.

La visite est collective.

Les candidats souhaitant participer devront préalablement s'inscrire auprès de Cécile Laborde – Responsable du Service Patrimoine, Moyens Généraux et Sécurité - Port. 06 08 50 32 68 – Courriel. [c.laborde@toulouse.cci.fr](mailto:c.laborde@toulouse.cci.fr), représentant de la Maîtrise d'ouvrage.

**La visite aura lieu :**

**le mercredi 3 décembre 2025 à 14h00 où le lundi 8 décembre 2025 à 10h00.**

Une attestation de visite est remise à l'issue de la visite.

L'entreprise effectuera tous les relevés qui lui seraient utiles pour répondre aux objectifs formulés dans les CCP et le programme et rédiger son offre.

Les candidats qui prendraient connaissance de la consultation après la date de visite sont invités à contacter la personne désignée ci-dessus pour essayer d'organiser une nouvelle visite.

L'absence de participation à la visite obligatoire entraîne automatiquement le rejet de l'offre correspondante

La non-transmission de cette attestation lors de la remise de l'offre est éliminatoire, l'offre fournie sans cette attestation dûment signée sera déclarée irrégulière.

## 6.5 Dispositions particulières

Les frais de gestion de dossier ne sont pas acceptés.

Le Pouvoir Adjudicateur n'acceptera pas de seuil minimum de commande en quantité ou en valeur.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, soit le **mercredi 7 janvier 2026 à 14 heures.**

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.** Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :  
Non renseigné

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les documents devront avoir été traités par les candidats par un anti-virus à jour.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Les fichiers et documents transmis au dossier de consultation ne doivent pas être renommés. Les fichiers renommés seront considérés non transmis.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

**Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.**

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

### 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.



## **8 - Examen des candidatures et des offres**

### **8.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **8.2 Vérification de l'aptitude et des capacités du candidat**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché ou un accord-cadre doit produire, s'il ne les a pas déjà fournis au cours de la procédure, les documents justificatifs et autres moyens de preuve permettant de vérifier son aptitude ainsi que ses capacités économique et financière, technique et professionnelle, telles que demandées par le Pouvoir Adjudicateur à l'article 6.1 du présent règlement de la consultation.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier sa capacité financière, l'un des documents demandés, il pourra prouver sa capacité par tout autre document permettant d'en attester de manière équivalente.

NOTA : il est rappelé que pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Conformément à l'article R.2343-19 du code de la commande publique, si les justificatifs de candidature remis en application du présent article sont rédigés dans une langue étrangère, les candidats doivent joindre une traduction en français de ces documents.

### **8.3 – Analyse des offres**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation ainsi que dans les conditions décrites à l'article 7 du présent document

### **8.4 - Elimination des offres non conformes**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

### **8.5 - Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les offres qui n'ont pas été éliminées sont analysées et classées par ordre décroissant.

Conformément à l'article L.2152-7 du code de la commande publique, il sera tenu compte de l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1-Prix des prestations</b>	<b>50 %</b>
<b>2-Valeur technique au regard du mémoire technique</b>	<b>50 %</b>
<b>Pertinence des équipes dédiées</b>	<b>25</b>
Pertinence de l'équipe et des intervenants mission de base	10
Pertinence des intervenants dédiés à la mission OPC	5
Pertinence des intervenants dédiés à la mission DIAG	5
Pertinence des intervenants dédiés à la mission PRE	5
<b>Méthodologie d'intervention et d'organisation</b>	<b>25</b>
Méthodologie d'intervention et d'organisation de la mission de base	5
Méthodologie d'intervention et d'organisation de la mission OPC	10
Méthodologie d'intervention et d'organisation de la mission DIAG	5
Méthodologie d'intervention et d'organisation de la mission PRE	5

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 8.2.1 - Méthodologie de notation

#### • Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « valeur technique »

L'évaluation de chaque item du cadre de réponse technique se fera sur la base suivante :

Aucun renseignement	soit : 0 point
Insuffisant	soit : 1/5ème des points
Correct	soit : 2/5ème des points
Satisfaisant	soit : 3/5ème des points
Très satisfaisant	soit : 4/5ème des points
Parfaitement adapté	soit : le total des points

• **La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « prix des prestations » est la suivante :**

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère.

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, ou de non-réponse, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 – Attestations**

Le pouvoir adjudicateur récupère directement les attestations sociales et fiscales du candidat auprès du système d'information de la plateforme d'achat PLACE, conformément à l'article R.2143-13 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de solliciter le candidat si des attestations ou documents justificatifs requis ne figurent pas dans le système d'information PLACE.

### **8.4 – Avis de rejet et Notification**

Les candidats sont informés du sort de leur offre dans les conditions et formes prévues par les articles R.2181-1 à R.2182-5 du code de la commande publique. L'adresse électronique faisant foi pour l'envoi de ces informations est celle renseignée par le candidat sur le profil d'acheteur lors du dépôt de son offre.

Les avis de rejet comme la notification du marché s'effectue par le biais du profil d'acheteur. L'adresse électronique faisant foi est celle renseignée par le candidat sur le profil d'acheteur lors du dépôt de son offre. Le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été ainsi adressé, ou à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## **9 - Récompenses**

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

## **10 - Renseignements complémentaires**

### **10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **10.2 - Procédures de recours et règlement des litiges**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif.

Il est à ce titre désigné comme l'instance chargée des procédures de recours ainsi que comme le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Toulouse

68 Rue Raymond IV - BP 7007

31068 TOULOUSE Cedex 07

Tél : 0562735757 - Courriel : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de Bordeaux

103 bis, rue Belleville - BP 952 - 33063 BORDEAUX Cedex-Tél. : 05.56.69.27.18 (Mme Claire GACHET, secrétaire du CCIRA) -Tél. : 06.26.14.40.10 (Mme Claudine TEYSSANDIER-ROUSSET, Secrétaire adjointe du CCIRA)

Courriels [claire.gachet@direccte.gouv.fr](mailto:claire.gachet@direccte.gouv.fr) -[Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr](mailto:Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr)

## **9 - Précisions sur l'information des candidats via la PLACE :**

**IMPORTANT (dématérialisation de la communication)** : L'information des candidats retenus et non-retenus se fera exclusivement de façon dématérialisée via la plateforme PLACE : vous recevrez des mails provenant de l'expéditeur PLACE-Plate-forme des achats de l'Etat ; [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) (pensez à vérifier dans le dossier "courriers indésirables" de votre messagerie). Pour cela, nous vous rappelons l'importance de saisir correctement dans l'ACTE D'ENGAGEMENT vos adresses e-mail (secrétariat et/ou référent technique marché dans votre entreprise) afin que le service Achats de la CCI Occitanie dispose de vos coordonnées exactes pour vous tenir informé de la suite donnée à la consultation (notification des pièces du marché signées) et du suivi d'exécution du marché (avenants, etc...).